

Editorial

Pedro, le gentil garçon sur la couverture de ce numéro de la Lettre de l'EADI, sourit et pointa vers sa maison en contrebas de la colline abrupte, dans l'une des favelas de la banlieue de Rio de Janeiro. "Photos, oui, mais pas de visiteurs !". Il se mit en colère alors que j'hésitais à lui donner quelques Reals en échange de sa permission de le photographier. Sur toute sa largeur, son tee-shirt affichait le nom d'une équipe de base-ball connue, mais en fait ce sont les autres "Chicago Boys" qui me sont venus à l'esprit, et leur impact sur la vie de ce pauvre gamin et sur celle de millions d'autres au Brésil et ailleurs. Le Brésil a accueilli deux conférences très différentes il y a deux mois environ: le Forum Social Mondial à Porto Alegre et la réunion du GDN (Global Development Network) à Rio de Janeiro. Et en ce moment, des délégués sont réunis à Johannesburg pour la conférence "Rio + 10", le suivi de la "UNCED 92", le Sommet Mondial sur le Développement Durable. Comment l'Agenda 21 affecte-t-il le sort des pauvres ? Et quelles sont en fait les critiques formulées par les "campagnes anti-mondialisation" ? Dans quelle mesure leurs "attac(que)s" sur "l'establishment néo-libéral" et sur les "institutions du mal" (c'est-à-dire FMI / Banque Mondiale, G8) sont-elles justifiées ? De nouvelles alliances de solidarité ne sont-elles pas nécessaires pour amener des changements substantiels dans la lutte mondiale contre la pauvreté ? Les défis majeurs demeurent ceux du scénario de développement international de "l'après 11 septembre". Le développement humain n'est pas possible sans la sécurité, mais la sécurité n'est pas le seul paramètre de la paix mondiale; de plus, tout le monde n'est pas prêt à accepter la mise au ban de certains pays, et de leur population en grande partie pauvre et innocente, comme faisant partie de "l'axe du mal". Ce numéro de la Lettre de l'EADI est une édition spéciale de "pré-conférence". Elle comprend des aperçus thématiques des différentes sessions de notre 10^è Conférence Générale: "L'élargissement de l'UE dans un monde changeant - Défis pour la Coopération au Développement au 21^è siècle". L'agenda politique pour les nouveaux pays adhérents a été défini; "l'acquis communautaire", le bien commun, des membres du club existant, en constitue le seuil.

Mais comment ce processus va-t-il affecter les victimes de la pauvreté au Sud ? Le thème de notre conférence tient compte de la réalité à laquelle nous sommes confrontés: l'Europe n'est pas un bloc monolithique de pays en accord d'intérêts, mais plutôt une somme de forces en compétition pour leurs intérêts personnels au sein du "vieux" continent et au milieu d'inquiétudes innombrables, et bien légitimes, dans les pays les moins avancés qui entourent la "forteresse Europe". Une décennie après la fin de plus de quarante ans de guerre froide avec la rivalité hostile des deux super blocs politiques, les "Pays du Sud" ressentent et craignent leur abandon croissant comme le prix à payer pour l'intégration pacifique de "l'Est" dans le système mondial de "l'Ouest" régi par les intérêts de sécurité des pays occidentaux, tiré par les forces du marché et caractérisé par de profonds fossés de toutes sortes. Nous envisageons de publier la prochaine Lettre de l'EADI en tant qu'édition "d'après conférence", le plus tôt après sa clôture. Une revue rapide des présentations qui seront faites lors de cette conférence promet des lectures intéressantes et des débats animés. Nous veillerons à ce que ces riches matériaux soit édités et publiés rapidement pour alimenter plus avant le débat en cours. Ceci nous amènera à l'année prochaine et bien plus loin. Nous sommes persuadés que la conférence fournira suffisamment de matière à réflexion pour les décideurs et les politiques dans les états membres de l'UE, les pays adhérents et pour la Commission Européenne en particulier. Le deuxième élément principal de cette Lettre est constitué par les rapports sur les autres temps forts de l'EADI. Le séminaire AIETI-CIDOB-EADI de Barcelone: "Réconcilier le développement et la sécurité humaine - Défis du nouveau scénario international", constitua une excellente occasion de discuter d'une question clé avec des représentants d'expérience et de pays différents; militaires, hommes politiques, militants d'ONG et universitaires compris. "Innovation, acquisition de connaissances et dynamisme technologique des pays en développement" était le titre de la quatrième conférence UNU/INTECH-CERES-EADI qui s'est tenue à Maastricht. Des contributions de haut niveau et une foule d'études de cas y furent présentées et seront



bientôt publiées dans un format livre. Une autre section de cette Lettre d'information couvre la 3^è Réunion Annuelle du Global Development Network, "GDN 2001", qui s'est tenue à Rio en décembre dernier, et le Sommet Social Mondial qui a eu lieu à Porto Alegre au Brésil. Ce sont là deux mouvements et réseaux mondiaux émergents, avec des différences marquées, mais un dynamisme réel, un élan croissant et un grand potentiel que des groupes plus anciens semblent avoir perdu. La deuxième conférence du Forum Social Mondial a notamment été considérée comme le point culminant du mouvement des militants anti-mondialisation avec plus de 60 000 personnes qui se sont rassemblées pour aborder les questions brûlantes de notre monde où la pauvreté est endémique, les conflits politiques et l'effondrement de certains états nourrissent le terrorisme, et où des économies en déclin créent des ondes de choc dans l'économie mondialisée. Comme à l'accoutumée, les dernières pages de la Lettre d'information couvrent l'actualité des membres et des partenaires. Tous les membres de l'EADI sont invités à assister à l'Assemblée Générale qui a lieu tous les trois ans. L'AG de cette année se tiendra en même temps que la 10^è Conférence Générale le 20 septembre à Ljubljana en Slovénie. Nous vous informerons sur cette Assemblée Générale et nous vous présenterons les nouveaux élus au Comité Directeur ainsi que les sujets importants de l'association dans le prochain numéro de notre Lettre d'information.

Bien amicalement,

Thomas Lawo
Secrétaire Exécutif
E-mail: lawo@eadi.org

Sheila Page, Jürgen Wiemann:

Introduction

de la Présidente de l' EADI et du Président du Comité d'Organisation de la Conférence Générale de Ljubljana

Cette année, du 19 au 21 septembre, l'EADI tiendra sa 10^e Conférence Générale, et la première de ce millénaire, à Ljubljana en Slovénie. Plus d'une décennie après la chute du Mur de Berlin, et les changements fondamentaux qui s'ensuivirent en Europe Centrale et Orientale, le moment est venu de tenir une Conférence Générale de l'EADI à l'Est de l'ancien Rideau de Fer, où en 28 ans d'existence l'EADI n'a tenu qu'une seule Conférence Générale: c'était la 3^e Conférence Générale en 1981 à Budapest. Le thème de la Conférence Générale de cette année est lié au lieu où elle se tient.

Élargissement de l'UE dans un monde changeant

Défis pour la Coopération au Développement au 21^e siècle

L'accession à l'UE est une préoccupation majeure des hommes politiques et des chercheurs en Europe Centrale et Orientale. L'une des sessions thématiques de la conférence sera consacrée aux défis auxquels ces pays ont eu et auront à faire face sur le chemin qui mène de la transition à l'intégration. Toutefois, au cours de notre conférence, nous voulons placer cette intégration et l'élargissement de l'UE dans la plus large perspective du rôle futur de l'Europe dans le monde. Que ce monde doive faire face à de nouveaux défis, après que la Guerre Froide entre l'Est et l'Ouest ait été réglée de façon aussi pacifique, n'a été que trop dramatiquement démontré par les attaques terroristes sur New York et Washington le 11 septembre de l'année dernière. Cet effroyable événement a considérablement avivé notre façon de penser sur ce qui nous attend au cours de ce millénaire. Américains et européens commencent à prendre conscience que même la nation la plus riche et la plus puissante ne peut pas négliger "l'autre moitié" de notre monde où la pauvreté est

endémique, où les conflits politiques et l'effondrement des états nourrissent le terrorisme, et où les économies défaillantes envoient des ondes de choc sur la mondialisation de l'économie.

Si la Forteresse Amérique est une illusion, une Forteresse Europe le serait encore plus, compte tenu de notre proximité avec les états du Moyen Orient et un millénaire de croisades, d'invasions et d'occupations de part et d'autre. Le "choc des civilisations" a toujours été ici une réalité de la vie, et à Ljubljana, à la lisière des Balkans, nous serons très près de manifestations récentes de ce choc. Pouvons-nous espérer un futur dans lequel le dialogue et la coopération remplaceront la menace et les bains de sang? Deux sessions thématiques de la conférence se pencheront sur la façon d'éviter le choc des civilisations. Le Pacte de Stabilité de l'Europe du Sud-est est-il un modèle viable pour d'autres régions de crise? Et quel rôle la politique méditerranéenne de l'UE peut-elle jouer dans l'amélioration des relations avec l'autre côté, islamique, de la Mer Méditerranée?

Placer l'élargissement de l'UE dans la perspective plus large du rôle futur de l'Europe sur la scène mondiale, confère aux préparatifs de l'intégration un caractère d'urgence. L'UE ne doit pas perdre de temps pour mettre sa maison en ordre si elle veut jouer le rôle que de nombreux pays en développement souhaitent lui voir jouer sur la scène internationale comme contrepoids aux Etats Unis. Dans l'une des sessions thématiques nous entendrons des représentants des pays en développement sur leur perception de ce qui se passe en Europe, et sur ce qu'ils attendent d'une Union Européenne élargie dans le domaine de la gouvernance mondiale, du maintien de la paix et de la coopération pour le développement. L'intégration de nouveaux habitants de l'Europe Centrale et Orientale ne

facilitera pas la tâche mais ajoutera au poids de l'UE dans le concert mondial à long terme. Si une fois de plus l'Europe peut réussir à réduire les grands écarts de revenus entre les anciens et les nouveaux membres, comme ce fut le cas précédemment avec l'intégration de l'Irlande, de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, et assurément pour la partie orientale de l'Allemagne, en faisant tomber les barrières commerciales et en les intégrant dans le Marché Unique Européen avec sa panoplie de normes, de règles et de réglementations (le fameux "acquis communautaire") et en permettant l'accès à des financements pour stimuler les activités économiques dans les pays à la périphérie et pour les contrées et populations plus pauvres de la Communauté, pourquoi ne serait-il pas possible de réaliser, avec un ensemble comparable de politiques, y compris les objectifs du millénaire de l'allègement de la pauvreté et du développement durable pour les pays en développement? La recette ne contiendrait-elle pas les mêmes ingrédients tel que le démantèlement progressif des barrières commerciales barrant leurs exportations de produits et de services, complété par une assistance effective au développement pour encourager les réformes économiques, améliorer les infrastructures et le développement institutionnel, et fournir les moyens aux pauvres de gagner leur vie?

Sur la scène mondiale, l'assistance au développement a subi des attaques au vu des succès limités des projets et programmes d'aide du passé dans les pays en développement. Après l'effondrement du Bloc de l'Est, les motivations politiques et stratégiques pour dépenser des sommes importantes pour l'aide à des régimes autoritaires avec un faible engagement se sont estompées, et ce n'est que récemment à la Conférence pour le Financement du



Développement à Monterrey, que la tendance à la baisse de l'aide s'est inversée. Les donateurs se sont rendu compte que le succès des programmes et des projets d'aide dépendait en grande partie du cadre macro-économique et politique stable des pays bénéficiaires. Certains considèrent même que l'aide aux pays peu performants pourrait constituer une contre incitation à la bonne performance. Parallèlement à la baisse de confiance dans l'aide, davantage d'espoir était placé par les pays en développement sur les réformes des marchés et la libéralisation du commerce. Or, les résultats de deux décennies au cours desquelles les institutions financières internationales et les principaux autres donateurs ont plus ou moins souscrit au Consensus de Washington (avec son accent porté sur les forces du marché et l'ajustement structurel en vue de trouver pour chaque pays en développement sa place dans la division internationale du travail, en tirant partie de son avantage comparé et en attirant l'investissement étranger direct et l'épargne des fonds de pension du Nord), ont été au mieux mitigés.

L'une des raisons de ce phénomène est que les pays riches, les joueurs dominants dans l'économie mondiale, n'adhèrent pas toujours aux règles multilatérales du jeu. Ils protègent l'agriculture et les industries à main d'œuvre intensive contre la concurrence des producteurs à bas prix des pays en développement. Et ils exigent des délais de transition de plus en plus longs avant de satisfaire aux règles du GATT et aux engagements de l'Uruguay Round. Le Doha

Round des négociations de l'OMC fut annoncé comme un "Round sur le développement", mais les récents changements en matière de politique commerciale aux USA et les réformes très limitées proposées par la "PAC" (Politique Agricole Commune), ont soulevé des doutes quant à savoir si les joueurs principaux comprenaient vraiment ce que cela voulait dire. Nous avons une session sur la politique commerciale à la Conférence Générale de l'EADI dans laquelle nous espérons obtenir davantage d'opinions et d'informations de la part de quelques-uns des joueurs dans les négociations de l'OMC.

Même si les pays riches ont complètement bloqué les règles du jeu dans leurs relations commerciales avec les pays en développement, la marginalisation de l'Afrique dans la mondialisation de l'économie montre qu'il faudra bien davantage des deux côtés pour aider les pays moins développés à profiter des opportunités qu'une économie ouverte et mondiale peut offrir. Le temps est venu de repenser le rôle de complémentarité des forces du marché et de l'assistance au développement destiné à améliorer la capacité d'un pays à faire usage de ses avantages comparés (parfois cachés), et destiné à soutenir ceux qui ne sont pas en mesure de se sortir de la pauvreté par eux-mêmes. Le débat récent sur le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique), combinant les propres efforts de l'Afrique pour améliorer son cadre, stimuler l'investissement privé et attirer les investisseurs étrangers avec un effort coordonné des pays du G8 pour soutenir des programmes de réformes crédibles dans les pays africains, peut

être considéré comme un rayon d'espoir pour une coopération dans le développement plus effective dans le futur.

Les pays d'Europe Centrale et Orientale ont acquis une bonne expérience au cours de la décennie écoulée dans la libération des forces du marché et la création d'un cadre institutionnel favorable pour un ancrage destiné à augmenter la richesse de leurs nations. Depuis dix ans ils reçoivent de l'aide de l'UE, de la Banque Mondiale, de la BRED et d'autres donateurs pour faciliter et accélérer leur processus de transition vers des démocraties pluralistes et des économies de marché opérationnelles. Maintenant ils se préparent à intégrer l'UE et de ce fait, ils deviendront donateurs à nouveau d'assistance au développement. Seront-ils en mesure de jouer un rôle spécial en tant que donateurs qui ont récemment vécu des ajustements structurels fondamentaux et qui pourraient faire bénéficier les autres de ce dont ils ont appris depuis 1989 ? L'une des sessions thématiques de la conférence sera consacrée au rôle futur des nouveaux intégrés à la politique de développement de l'UE: "De bénéficiaire de l'aide à donateurs re-émergents". Une autre session prendra en compte les enseignements qui peuvent être tirés "des études de transitions aux études de développement".

La conférence réunira deux communautés très distinctes:

- D'un côté les chercheurs en économie sociale et les hommes politiques d'Europe Centrale et Orientale qui se rendent compte de plus en plus des nouvelles responsabilités qui attendent leurs pays comme Etats membres de l'Union Européenne qui elle-même cherche sa place et son rôle dans un système mondial qui change à grande vitesse.

- De l'autre, la communauté (des chercheurs) du Développement de l'Europe de l'Ouest qui est en train de prendre la mesure des défis auxquels les Etats pré-intégrés d'Europe Centrale et Orientale ont été confrontés depuis 1989 en tant qu'économies et sociétés en transition, et auxquels ils sont maintenant confrontés dans le cadre d'une adhésion complète à l'UE.

Les deux communautés devront se donner la main dans la recherche sur le développement pour préparer une UE plus large pour une action cohérente en terme de définition de politique mondiale. Nous

espérons que la Conférence Générale de Ljubljana contribuera à une coopération plus étroite entre les communautés de chercheurs d'Europe de l'Ouest, et du Centre et de l'Est dans le cadre de l'élargissement de l'Europe et des études de développement. Cela stimulera la recherche sur le développement et l'engagement pour la coopération dans le développement dans les états pré-intégrés. Cela renforcera et élargira le réseau existant

des instituts de recherche et des chercheurs entre l'Europe de l'Ouest d'une part et l'Europe du Centre et de l'Est d'autre part.

Au travers de ces réseaux, l'expérience des pays d'Europe Centrale et Orientale liée à la transformation politique, économique et sociale du système communiste vers des constitutions démocratiques avec gouvernements élus et économies de marché peut être mise à profit pour servir et conseiller

les pays en développement dans la planification et la mise en place de leurs programmes de réformes.

Et finalement, la conférence donnera l'occasion aux chercheurs des pays en développement participants de contribuer au débat sur le rôle de l'UE en matière de coopération au développement et de réponses aux nouveaux défis sur la scène mondiale.

Elargissement de l'UE dans un monde changeant - Défis pour la coopération au développement au 21e siècle

Ljubljana, 19 – 21 septembre 2002

Programme

Jeudi, 19 septembre 2002

Séance d'ouverture:

Elargissement de l'UE et politique européenne du développement pour un monde changeant

Présidente de séance:
Mme Sheila Page, Présidente de l' EADI,
ODI Londres

Souhaits de bienvenue :
M. Peter Stanovnik, Vice Président de l'EADI,
Directeur, Institute for Economic Research,
Ljubljana
M. Joë Mencinger, Recteur de l'Université de
Ljubljana

Remarques d'introduction :Mme Sheila Page,
Présidente de l'EADI, ODI Londres

Conférenciers :
M. Janez Drnovšek, Premier Ministre de la
Slovénie
M. Koos Richelle, Directeur Général,
Commission Européenne,
Développement et Aide Humanitaire,
Bruxelles

Séance thématique A:

**De la transition à l'accession :
Perspectives pour les nouveaux membres**

Président de séance :
M. Erich Andriik, Institut de Vienne pour le
développement et la coopération

Conférenciers:
M. Janez Potocnik, Ministre des Affaires
Européennes, SlovénieM. Sven Holdar, Délégation
de la Commission Européenne, Kiev
M. Franz Kaps, Banque mondiale, Washington
M. Augusto Mateus, Economic and Business
School, Technical University of Lisbon

Discutante :
Mme Katarzyna Zukrowska, Warsaw
School of Economics



Séance thématique B:

**Au-delà de l'Europe - forteresse : des ponts
vers le Sud ? L'impact de l'élargissement sur
les relations de l'UE avec le monde en
développement**

Président de séance :
M. Jürgen Wiemann,
Institut Allemand de Développement, Bonn

Conférenciers:
Mr. Edwin Laurent, Ambassadeur Saint Vincent,
Bruxelles
Ms. Catherine A. Odora Hoppers, Université de
Pretoria
Ms. Mirjam van Reisen, Nedworc, Bruxelles
Mr. Abou M. Moubarak, Sénégal
Mr. Ashok Desai, Business Standard, Inde

Discutante :
Mme Sunanda Sen, Université de New
Delhi

Session 1 des Groupes de travail

Vendredi, 20 septembre 2002

Session 2 des Groupes de travail

Séance thématique C:

Le pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est : modèle pour d'autres régions de crise ?

Président de séance:

M. Michael A. Landesmann, Vienna Institute for International Economic Studies (WIIW)

Conférenciers :

M. Florian Bieber, European Center for Minority Issues, Belgrade
M. Andreas Wittkowsky, UNMIK, Pristina
M. Vladimir Gligorov, WIIW, Vienne
M. Wim van Meurs, Center for Applied Policy Research, Munich

Discutant :

M. Mile Jovic, Institute of Economic Sciences, Belgrade

Séance thématique D:

Choc des civilisations ou dialogue interculturel ?

Défis pour la politique méditerranéenne de l'UE

Président de séance :

M. Lino Briguglio, Foundation for International Studies, Université de Malta

Conférenciers :

M. Roderick Pace, European Documentation and Research Centre, University of Malta
M. Armando Salvatore, Humboldt Universität, Berlin
M. Andreas Theophanus, Intercollege Nicosia, Chypre
M. Amr Hamzawi, Université libre de Berlin

Discutant :

M. Ylmaz Özkan, Centre d'Etudes Méditerranéennes, Université de Ankara

Elections

Séance thématique E:

Plus d'acteurs et de nouvelles règles : la politique commerciale de l'UE et la nouvelle table ronde de l'OMC

Président de séance :

M. Oliver Morrissey, Université de Nottingham et ODI, Londres

Conférenciers :

M. Sam Laird, CNUCED, Genève
M. Karl Falkenberg, Commission Européenne, Bruxelles
Mr. Ransford Smith, Ambassadeur, Bruxelles
Mr. Faizel Ismail, Head of South African Delegation to the WTO, Genève

Discutant:

M. Oliver Morrissey, Université de Nottingham et ODI, Londres

Séance thématique F:

Des récipiendaires ré-émergent comme donateurs : le rôle des futurs pays membres dans le système des flux financiers de l'UE

Président de séance :

M. Jan Krouzek, Institute of International Relations, Prague

Conférenciers :

M. Mojmir Mrak, Université de Ljubljana, Faculté de l'Economie
Mme Ibolya Barany, TESCO Budapest
M. Petr Halaxa, Institute of International Relations, Prague
M. Attila Szep, Slovak Institute of International Studies, Bratislava

Discutante :

Mme Léna Krichewsky, Trialog, Vienne

Session 3 des Groupes de travail

Assemblée générale de l'EADI

Site Web

Vous serez tenus au courant par la Lettre d'Information de l'EADI et par le site de la Conférence sur www.eadi.org. Ce site vous offrira des informations régulières sur la préparation de la Conférence, les intervenants, les documents, le Comité scientifique, les modalités d'inscription et le lieu de conférence.

Samedi, 21 septembre 2002

Réunion du nouveau Comité exécutif de l'EADI

Séance spéciale I:

Etudes sur la transition et études sur le développement : le rôle de la science sociale en Europe centrale et orientale

Président de séance :

M. Kenneth King, Université de Edimburgh

Conférenciers :

M. Ferenc Mészlivetz, Hungarian Academy of Sciences, Budapest
M. Boris Pleskovic, Banque mondiale, Washington

Séance spéciale II:

Gestion du savoir mondial et partage du savoir

Présidente de séance :

Mme June Stephen, OXFAM, Oxford

Conférenciers :

Mme Grace Kempster, British Council, Manchester
M. Mike Powell, Review of African Political Economy

M. Ulrich Hoyer, Economics Education and Research Consortium (EERC), Washington
Mme Anne Jubert, Project Office on Knowledge Management, Bruxelles

Séance spéciale III:

Débat additionnel sur les défis des pays de l'Europe centrale et orientale

Président de séance :

M. Louk de la Rive Box, Université de Maastricht

Conférenciers :

Dr. Joce Mencinger, Université de Ljubljana
M. Mladen Stanicic, Institut du développement et de relations internationales, Zagreb
Mr. Richard Kohl, New School of Social Research, New York
Mr. Janez Lotric, PETROL, Ljubljana

Session 4 des Groupes de travail

Réunions informelles des

- jeunes chercheurs
- nouveaux Groupes de travail

Séance de clôture

Présidente de séance :

Mme Sheila Page, Présidente de l'EADI, ODI, Londres

Conférenciers :

M. Ulrich Hiemenz, OECD Development Centre, Paris
M. Yilmaz Akyüz, Directeur, CNUCED-GDS, Genève

Président sortant de l'EADI

Nouveau président de l'EADI

Conclusion:

M. Peter Stanovnik, Directeur, Institute for Economic Research, Ljubljana

Introductions aux séances thématiques

Session thématique A:

De la transition à l'accession: Perspectives pour les nouveaux membres

Président: M. Erich Andriik, Institut Viennois pour le Développement et la Coopération, Vienne

Avec le processus d'élargissement de l'Union Européenne les nouveaux états membres vont être confrontés à une foule d'opportunités et de défis. A mesure qu'ils évoluent de la transition vers l'adhésion, leurs politiques internes comme externes vont connaître de profonds changements. Leur situation future dépendra largement de la flexibilité et des capacités d'absorption de leurs systèmes internes aussi bien que de leur capacité à structurer leurs relations avec les autres états membres de l'Union. Dans quelle mesure ces états seront-ils capables de défendre leurs intérêts et de faire entendre leurs préoccupations à l'intérieur du concert élargi des membres de l'Union Européenne? Que signifiera l'intervention des nouveaux membres avec des intérêts nouveaux pour le futur de l'Union Européenne en tant que telle, de même que pour les politiques fondamentales de l'UE (par exemple: la Politique Agricole Commune, et les autres politiques structurelles et régionales)? De même, comment les nouveaux membres peuvent-ils et pourront-ils contribuer à la politique étrangère commune émergente de l'UE, et notamment compte tenu de possibles positions plus indépendantes de l'UE vis à vis d'autres grandes régions politiques et économiques mondiales, de même que vis à vis du soi-disant "monde sous-développé"? Dans une perspective de développement, il sera intéressant d'apprendre de la part des nouveaux membres ce qu'a été leur propre expérience de transition économique et politique, et de savoir quelle a été l'efficacité de l'aide par la voix de quelques nouveaux bénéficiaires récents.

Toutefois, alors qu'ils passeront de la transition à l'adhésion, les nouveaux membres de l'Union Européenne ne seront pas seulement confrontés à des changements

souvent fondamentaux dans leurs relations avec les états membres actuels de l'UE et avec le monde au-delà de l'UE, mais ils devront aussi considérer les effets de l'adhésion sur leur propre système politique, économique et social national. Il leur faudra probablement traiter des problèmes d'ajustement dans leurs relations internes, notamment concernant le type de société civile qui doit prévaloir. Les délibérations actuelles du Conseil Européen ont déjà identifié une série de réformes possibles destinées à réajuster l'équilibre des pouvoirs au sein de l'Union Européenne (par exemple, rendre l'Union plus proche de ses concitoyens).

La chute du système de type soviétique en Europe centrale et de l'Est ne fut pas le moindre résultat des intenses débats au sein de ces sociétés sur le rôle de l'état et de la société civile. Les juxtapositions sont bien connues: société contre état, nation contre état, ordre social contre système politique, vie publique contre état, vie privée contre pouvoir public etc. L'idée d'alors était toujours la protection et/ou l'auto-organisation de la vie sociale face à l'état totalitaire et autoritaire (Cohen/Arato). Il peut cependant être relevé que ces juxtapositions existent aussi à la fois dans le contexte d'un état démocratique, et par extension, dans les rouages internes de l'Union Européenne: quels sont les rôles et fonctions des différents acteurs cités et comment peut-on trouver un équilibre durable des pouvoirs entre ces acteurs, dans la mesure où les états membres comme l'Union Européenne elle-même sont de plus en plus confrontés aux défis de forces sociales et politiques de désintégration? On peut soutenir que pendant et avant la dernière décennie de transformation

en Europe centrale et de l'Est, une grande richesse de connaissances et d'expériences sur ces sujets s'est accumulée et elle pourrait très bien venir enrichir le débat actuel et contribuer à une meilleure compréhension des défis auxquels l'Europe est confrontée.

Parmi les intervenants de cette session, on trouve le Ministre slovène des Affaires Européennes, Monsieur Janz Potocnik, dont le rôle majeur dans le chemin parcouru par son pays, de la transformation à l'adhésion, devrait fournir aux participants un éclairage lucide des perspectives pour les nouveaux états membres. M. Sven Holdar de la Délégation de la Commission Européenne à Kiev et M. Franz Kaps de la Banque Mondiale nous fourniront un aperçu (de l'intérieur) des processus de transformation. M. Augusto Mateus, de l'Ecole de Commerce et d'Economie de l'Université Technique de Lisbonne, devrait nous confier ses réflexions à la fois sur ses observations du processus actuel d'adhésion et sur l'expérience de son propre pays dans la mesure où ce dernier a évolué d'un pays comparativement "sous-développé" à un nouvel état membre. Enfin et surtout, Mme Katarzyna Zukrowska, de l'Ecole d'Economie de Varsovie, présentera sa propre évaluation des questions couvertes par les précédents intervenants.

(Erich Andriik)

Session Thématique B

Au-delà de l'Europe - forteresse : des ponts vers le Sud ? L'impact de l'élargissement sur les relations de l'UE avec le monde en développement

Président: M. Jürgen Wiemann, Institut Allemand de Développement (GDI), Bonn

Toutes les fois que l'Union Européenne tente un pas en avant audacieux, la critique se fait entendre sous prétexte que l'élargissement ou l'approfondissement de l'intégration européenne se ferait aux dépens du reste du monde. Quand l'UE terminait son Programme de Marché Unique au début des années 1990, à l'extérieur on craignait que les briques résultant des murs supprimés entre les Etats Membres (contre les mouvements de marchandises, de capitaux et de main d'œuvre), soient utilisées pour construire des murs encore plus hauts contre les exportations de marchandises et de services et contre les migrants des pays tiers. On disait même que ces briques serviraient à ériger la Forteresse Europe.

Certaines des craintes de pays tiers maintenant associés à la prochaine étape de l'élargissement de l'UE peuvent ne pas être complètement injustifiées. L'UE pourrait, au moins pour quelque temps, se replier un peu sur elle-même dans la mesure où il lui est nécessaire d'absorber les problèmes structurels de ses nouveaux états membres, de réviser des politiques majeures de l'UE telles que sa Politique Agricole Commune, qui ont un fort impact sur le reste du monde, et de trouver de nouvelles procédures pour les processus de décision d'une Communauté de jusqu'à 27 états membres de niveaux de développement économique et politique très différents, et d'histoire et de culture également très différentes.

A long terme, cependant, les effets positifs devraient prédominer. Une plus grande UE sera aussi un marché unique plus grand avec des conditions d'accès uniformes pour les exportations des pays tiers. Ses normes et standards techniques et sanitaires unifiés devraient faciliter les exportations vers l'UE. Si l'effet d'échelle d'un plus grand Marché Unique Européen et une compétition accrue devaient avoir pour résultat, après un période

d'ajustement, de stimuler une nouvelle ère de croissance économique en Europe, le reste du monde en profiterait aussi. Il en profiterait par l'augmentation de la demande d'importations au sein de l'UE, si le risque mondial de répandre le protectionnisme était contenu par le Cycle Doha des négociations commerciales multilatérales.

Bien sûr, certains pays en développement ressentiront les effets de l'élargissement et des changements au niveau commercial et des politiques commerciales de l'UE plus que les autres. L'UE absorbe environ un cinquième de toutes les exportations des pays en développement (en 1997, 18 % de toutes les exportations des pays en développement allèrent dans l'UE, et 22% vers les Etats Unis). Pour les pays en développement africains, l'UE est encore de loin le marché le plus important pour leurs exportations; presque la moitié du total de leurs exportations entre dans l'UE. En conséquence, tous les développements internes à l'UE qui affectent sa politique commerciale et les autres politiques qui régulent le commerce international des marchandises et des services, les flux de capitaux internationaux, et les migrations internationales, tous ces éléments comptent énormément pour les pays en développement, notamment pour l'Afrique et les états des Caraïbes et du Pacifique dans leurs relations spéciales avec l'UE sous la Convention de Lomé (maintenant la Convention de Cotonou).

Toutefois, les relations commerciales ne sont qu'un aspect des relations de l'UE avec le monde en développement. Et avec la session thématique E de la conférence de l'EADI consacrée exclusivement au commerce et à la politique commerciale, la Session B portera davantage sur les autres relations non-commerciales entre l'UE et les pays en développement, notamment sur coopération pour le développement, et le rôle de l'UE dans l'arène mondiale - prévention de conflits,

maintien de la paix et gouvernance mondiale. Du côté politique, on pourrait s'attendre à ce qu'une UE élargie puisse devenir plus sûre de son rôle distinct et de son rôle de contrepoids effectif vis à vis des Etats Unis dans l'arène mondiale. La condition préalable pour cela serait bien sûr que l'UE soit capable de rationaliser ses procédures internes de prises de décisions, notamment dans le domaine des relations extérieures.

L'Union Européenne est le plus grand donateur d'assistance au développement. En 2000, les membres de l'UE ont contribué pour pratiquement la moitié du total de l'Aide Officielle au Développement (47%) provenant des pays du Comité de l'Aide au Développement. En principe, l'UE s'est engagée dans une politique de développement qui "doit encourager:

- Le développement social et économique durable des pays en développement, et notamment celui des plus défavorisés d'entre eux;
- L'intégration en douceur et progressive des pays en développement dans l'économie mondiale;
- Les campagnes contre la pauvreté dans les pays en développement".

Sa politique de développement "contribuera à l'objectif général de développer et de consolider la démocratie et le respect de la loi, et à celui du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales". (Article 177, Traité CE). "L'UE promet de tenir compte des objectifs cités dans l'article 177 dans les politiques qu'elle met en place et qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement" (Article 178). Les impératifs liés aux politiques cohérentes dans toutes les relations avec les pays en développement peuvent être utilisés pour tester les politiques commerciales, et notamment la politique agricole, pour savoir

si elles ont des effets dommageables sur les pays en développement. Récemment le débat sur la cohérence a pris de l'ampleur, et un test important sera de voir si la Politique Agricole Commune sera réformée avant que les nouveaux membres d'Europe Centrale et de l'Est forment une dépendance marquée pour les subventions agricoles tout comme les membres anciens de l'UE, et résistent aux changements fondamentaux nécessaires qui sont dans l'intérêt des pays en développement d'exploiter leurs avantages comparés en production agricole.

Dans cette session, des représentants des pays en développement présenteront leur perception de ce qui se passe en Europe, et des changements qu'ils attendent de l'élargissement. Quel rôle envisagent-ils pour les pays adhérents quand ils deviennent des membres de l'UE ? Contribueront-ils à ce que l'Europe se replie sur elle-même ou soit plus orientée vers l'Est ? L'UE devrait-elle jouer un

rôle plus visible dans les affaires du monde vis à vis des Etats Unis ? L'UE et ses membres devraient-ils jouer un rôle spécial dans la coopération pour le développement, ou devraient-ils recommander que les donateurs européens combinent leurs activités sous l'égide d'une coordination de la Banque Mondiale comme prévu dans le processus PRSP ? Le processus paisible de l'intégration

de l'Europe basé sur le Traité de Rome, qui jusqu'à présent à été le seul modèle réussi pour une plus profonde intégration économique (débat constitutionnel actuel au sein de l'UE) peut-il être pris comme modèle pour l'intégration régionale des pays en développement ? (*Jürgen Wiemann*)

Session thématique C

Le pacte de stabilité de l'Europe du Sud-Est : modèle pour d'autres régions en crise ?

Président: **M. Michael A. Landesmann, Institut Viennois pour les Etudes Economiques Internationales (WIIW)**

Cette session traitera les dimensions politiques et économiques du Pacte de Stabilité et les transitions politiques et économiques dans la région. Savoir comment réintégrer une région morcelée rongée par les conflits, et comment traiter, les structures de gouvernance parfois catastrophiques de la région; voilà les questions qui seront abordées, en tenant compte du développement et de la transition, de l'intégration régionale et de l'ancrage de l'UE.

Le rôle de la politique commerciale régionale de l'UE sera examiné, et des exemples de développement de marché durable du travail et des entreprises seront discutés. Le rôle de l'aide en général et l'expérience des programmes d'aide seront analysés. La performance du Pacte de Stabilité au regard de la gouvernance, programme de dépenses et analyse d'impact, sera examinée dans cette session.

(*Michael A. Landesmann*)

Session thématique D

Choc des civilisations ou dialogue interculturel ? Défis pour la politique méditerranéenne de l'UE

Président: **M. Lino Briguglio, Université de Malte**

L'EADI m'a invité à présider le panel traitant du "Choc des civilisations ou dialogue interculturel ? Défis pour la politique méditerranéenne de l'UE", une invitation que j'ai volontiers acceptée. Les membres du panel seront le Dr Roderick Pace, Université de Malte, le Dr Armando Salvatore, de l'Université Humboldt à Berlin, le Professeur Andreas Theophanus, Intercollege Nicosie, Chypre, et le Dr Amr Hamzawi, Université Libre de Berlin. Tous les quatre sont des universitaires bien connus et ils ont écrit des ouvrages qui font autorité sur les sujets liés aux thèmes de cette session. Le discutant sera M. Ylmaz Özkan, du

Centre des Etudes Méditerranéennes de l'Université d'Ankara.

Malte et Chypre dans le dialogue des civilisations

La présentation du Dr Pace traitera du dialogue des civilisations dans le partenariat Euro-Méditerranéen. L'adhésion envisagée de Malte et de Chypre, deux petites îles états méditerranéennes, à l'UE, étendra les frontières de l'UE plus au sud et plus à l'est dans la région. De plus, les vulnérabilités politiques et économiques liées à la petite taille de ces deux

états membres prospectifs les rendent plus sensibles à des effets déstabilisateurs dans la région. Cette sensibilité pourrait servir pour encourager l'UE à porter une plus grande attention sur la région méditerranéenne,

Compte tenu que pour cause d'élargissement, l'UE deviendra plus géographiquement partielle envers les pays d'Europe de l'Est et du Centre. Malte et Chypre ont un intérêt particulier à maintenir la stabilité sur le continent européen, mais peut-être encore plus sur la région méditerranéenne. Le Dr Pace soutiendra que la Mer Méditerranée, malgré sa diversité et de nombreux conflits, a

aussi joué un rôle unificateur et que la coopération est plus saillante que les conflits, malgré les apparences. Le dialogue de civilisations dans la région a de solides bases historiques et c'est un outil essentiel pour le futur, notamment pour clarifier le langage et les attentes des sphères politiques et économiques qui ont parfois tendance à créer des malentendus et des querelles excessives.

Le Dr Pace démontrera que le partenariat Euro-Méditerranéen est utile au maintien de la stabilité régionale. Les candidats méditerranéens devraient être les principaux "parrains" du dialogue des civilisations dans la région, aidant ainsi à clarifier à la fois les nombreuses idées fausses de mêmes que les réalités inconfortables de la région pour créer une base plus solide pour son développement politique et économique.

La société civile et le Processus de Barcelone

Le Dr Armando Salvatore se penchera sur la société civile et la bonne gouvernance dans le cadre du processus de Barcelone. Le but de sa présentation sera de lancer une critique constructive de l'usage de la notion de "société civile", dans le processus de Barcelone. Il tentera

de se saisir des débats en cours sur la notion de capital social et de son importance pour la promotion du développement au-delà des divages culturels supposés, tel que celui entre l'Europe et le "Monde Islamique". Tout en évitant les embarras du choc des civilisations, la présentation du Dr Salvatore tiendra compte de la diversité des modalités d'organisation et d'action sociale à travers la Méditerranée.

La situation en Palestine servira d'exemple, dans la mesure où elle constitue le processus de souffrance le plus long dans la construction d'un état nation dans la région, à la veille de probables nouvelles élections de la Chambre législative et de la Présidence de l'Autorité Nationale Palestinienne. L'approche préconisée est méthodologiquement sensible à la dépendance du contexte de l'action volontaire, tout en commentant les activités sociales des associations volontaires islamiques, auxquelles il est à peine prêté attention dans le processus de Barcelone.

Les intellectuels arabes et l'Occident

Le Dr Amr Hamzawy discutera de l'impact qu'a eu le 11 septembre sur les intellectuels arabes. Les reportages arabes sur l'attaque du 11 septembre et ses causes sous-jacentes ont largement été caractérisés par leur nature idéologique. Les lecteurs des quotidiens et des hebdomadaires étaient soit face à des articles stéréotypés ou sous influence idéologique sur l'islamisme et les relations du Monde Arabe avec l'Occident, accentuant généralement le soutien des Etats Unis aux groupes islamistes radicaux dans les années 1980 et 1990 et critiquant la politique occidentale en général vis à vis du monde arabo-islamique, ou bien face à des articles qui insistaient sur la nature



pacifique de l'islam et les thèses erronées de Samuel P. Huntington concernant le choc des civilisations et des religions du monde.

Bien que la plupart des contributions sur ce sujet aient été écrites par des intellectuels arabes de renom, les facteurs régionaux et internes ayant causé l'émergence de mouvements et d'idéologies islamistes furent rarement perçus et discutés. La critique de l'Occident transparaissait si fréquemment et avec un tel mépris évident du contexte que l'on en vient à la conclusion que bien qu'il ait été fondamentalement de rigueur de condamner les attentats du 11 septembre, une justification indirecte transparaissait simultanément sur la perception des ces événements, dans le sens de "c'est bien fait pour vous". Toutefois des analyses critiques furent également formulées par un petit groupe de penseurs. Ils contestèrent principalement l'usage intensif des théories de conspiration développées dans les media

arabes, ce qui en fin de compte a conduit à des tentatives systématiques pour expliquer les crises arabes en se référant à l'Occident maléfique, détournant ainsi l'attention des échecs locaux et régionaux.

Combattre le terrorisme, méthode UE

La présentation du Professeur Theophanus traitera également de l'impact de l'incident du 11 septembre et du rôle de l'UE. Suite à l'attaque du 11 septembre 2001 contre les Etats Unis, une préoccupation croissante s'est fait jour sur le risque d'une nouvelle forme de conflit centré sur les différences civilisationnelles. Dans ce contexte, la question posée dans différents centres de décisions était de savoir si une confrontation entre l'Islam et le Monde occidental venait de commencer.

Le Professeur Theophanus tentera de traiter cette question et examinera également le rôle de l'UE. Il est à noter que bien que l'EU ait soutenu la réponse des Etats Unis contre le régime Taliban en Afghanistan, les européens semblent avoir une approche différente pour combattre le terrorisme. Entre autres choses, ils insistent sur l'importance du traitement des causes de problèmes qui peuvent être déstabilisateurs. Des différences sont également visibles dans la vision du conflit du Moyen Orient, où l'UE semble préférer une approche plus équilibrée. Tout en mettant l'accent sur la signification des partenariats euro-méditerranéens et des attentes correspondantes, la présentation se concentrera sur la Méditerranée orientale et l'implication politique de l'UE dans la région avec une longue histoire de conflits aux dimensions interculturelles. Dans ce contexte, le cas de Chypre sera mis en avant avec pour but de montrer comment il peut jouer un rôle pédagogique dans l'appréhension de défis plus larges.

Il y aura donc quatre présentations fort intéressantes dans ce panel, touchant plusieurs aspects de la culture méditerranéenne et se référant à l' "européenne connexion".

(Lino Briguglio)

Session thématique E

Plus d'acteurs et de nouvelles règles : la politique commerciale de l'UE et la nouvelle table ronde de l'OMC

Président: M. Oliver Morrissey, CREDIT, Université de Nottingham et ODI, Londres

La réunion ministérielle de l'OMC à Doha (novembre 2001) fut l'occasion d'un "lancement souple" du nouveau cycle de négociations commerciales mondiales, bien que l'UE se soit révélée plutôt intransigeante. La France a bloqué des progrès significatifs dans le domaine de l'agriculture, et l'UE a insisté pour que l'investissement et l'environnement soient inclus dans l'ordre du jour malgré l'opposition des pays en développement. Quoiqu'il en soit, les pays en développement peuvent considérer que cela s'est plutôt bien passé pour eux. Sur les questions pour lesquelles ils ont refusé l'inclusion à l'ordre du jour (normes sur le travail, investissement et environnement), tout engagement n'était rien de plus qu'un début de "négociations préparatoires", alors qu'en général il y a eu consensus sur les besoins spéciaux des pays pauvres. Les progrès des diverses négociations de l'OMC dans les quelques années à venir auront d'importantes conséquences pour les pays en développement, et le rôle de

l'UE est primordial pour de telles négociations. Ceci est la question traitée dans cette session thématique de la conférence de l'EADI.

L'échec de la réunion ministérielle de Seattle (novembre 1999) fut un revers pour l'OMC, et en grande partie pour les pays en développement. Cependant, le processus de libéralisation multilatérale a continué et il fut ressuscité à Doha. Selon les termes du représentant américain pour le commerce international, Robert Zoellick, "Doha a effacé la tache de Seattle". D'un intérêt tout particulier pour les pays en développement sont les "ordres du jour intégrés" de l'OMC, les négociations mandatées pour l'agriculture et les services, et les questions de "mise en

œuvre" - les revues mandatées du fonctionnement de tous les accords OMC. Les premiers, notamment l'agriculture, sont des questions pour lesquelles la position de l'UE est de nature à être affectée par l'élargissement.

La libéralisation du commerce agricole préoccupe beaucoup les pays en développement. Les intérêts sont variés notamment entre ceux qui importent des denrées alimentaires et ceux qui en sont des exportateurs substantiels, ce qui fait qu'ils ne

l'approche de l'UE sur le commerce et les subventions agricoles.

L'UE a aussi mis en avant sa propre politique envers les Pays les Moins Développés (PMD). L'accord de Cotonou s'est vu accorder une exemption à Doha, permettant à l'UE de maintenir sa "relation spéciale" avec les pays ACP. De plus, l'UE annonça unilatéralement son plan de préférence commerciale "tout sauf les armes" (TSA) pour les pays les moins développés. Quelques-uns des gains potentiels

pour les PMD se traduiront en coût pour les pays non-PMD. De cette façon, l'initiative TSA peut être remise en cause comme introduisant des distorsions dans le traitement des pays développés moins pauvres et mettre en évidence les inconsistances de l'Accord de Cotonou. Il y a donc différents aspects de la politique commerciale de l'UE envers les pays en développement qui portent à discussions.

Trois intervenants sont prévus. L'ambassadeur Ransford Smith (Jamaïque)

donnera le point de vue d'un pays en développement, s'appuyant sur son expérience de Président du Comité pour le Commerce et le Développement de l'OMC. Karl Falkenberg, de la DG Commerce, présentera le point de vue de la Commission Européenne, (bien qu'en son nom propre). Sam Laird (UNCTAD) proposera un large aperçu et somme toute plus académique, mais il se servira de son expérience passée comme économiste à l'OMC. Les intervenants sont supposés se concentrer sur la position de l'UE vis à vis des pays en développement dans le cadre de l'OMC, mais il est à souhaiter que certains commentent les implications de l'élargissement de l'UE. (Oliver Morrissey)



Session thématique F:

Des récipiendaires ré-émergent comme donateurs : le rôle des futurs pays membres dans le système des flux financiers de l'UE

Président: M. Jan V. Krouzek, Institut des Relations Internationales, Prague

Depuis le milieu des années 1990 des pays européens post-communistes privilégiés ont fait des efforts délibérés pour obtenir le "diplôme" leur permettant de passer d'un statut de bénéficiaire à un statut de pays donateur en établissant et en renforçant leurs capacités institutionnelles et d'expertises et leurs instances de développement afin de contribuer effectivement à l'aide officielle au développement.

Pendant ce processus "diplômant", les règles et les pratiques de l'OCDE, de l'UE et d'autres mécanismes de délivrance d'aide et de financements pour le développement, (de même que celles des Nations Unies, comme le PNUD), ont été étudiées de façon à améliorer les procédures existantes, si bien que les systèmes de ces pays candidats à l'UE ont été largement désavantagés par:

- Un manque de politique nationale et de cadre stratégique pour la coopération au développement;
- Un manque de financement pour une approche de programme efficace et une programmation de développement stratégique national;
- L'absence de financement pluriannuel, d'exercices d'évaluation réguliers, et de viabilité à long terme;
- Le rôle prépondérant de ministères sectoriels et l'histoire passée d'aide au développement, qui n'était pas suffisamment concentrée;
- Habituellement un personnel limité et tournant au sein du Ministère des affaires étrangères, effectivement impliqué dans l'aide au développement;
- Le rôle plutôt modeste des ONG, de la société civile et de décideurs du même genre dans les instances de développement émergentes;
- Le peu d'intérêt porté par le public au sens large dû à un manque de sensibilisation au développement et d'éducation au développement.

Les questions qui précèdent et leurs possibles solutions seront revues et discutées dans la session pour cerner les activités d'Aide Officielle au Développement (AOD) dans les pays "diplômés" et identifier les approches les plus appropriées qui permettront à ces pays adhérents à l'UE de compléter effectivement et efficacement les AOD des pays membres de l'UE, trouvant les rôles appropriés et une niche pour leurs priorités d'AOD multilatérales, communales et bilatérales dans le contexte mondial de la coopération pour le développement. (*Jan V. Krouzek*)

Session Spéciale I

Etudes sur la transition et études sur le développement : le rôle de la science sociale en Europe centrale et orientale

Président: M. Kenneth King, Université d'Edimbourg

Cette session spéciale souhaite profiter de l'intitulé et du lieu de la Conférence Générale pour porter son attention sur une série de questions sur le statut en évolution des études de transition et de développement en Europe Centrale et de l'Est. Ces domaines académiques ont connu des changements substantiels dans la période qui a suivi la fin de la Guerre Froide, et ces changements revêtent une fois de plus une importance théorique et politique. Dans la mesure où les pays adhérents devront, peu d'années après leur adhésion, ou quand ils adopteront "l'acquis communautaire" de l'UE, contribuer à l'UE des fonds d'aide au développement et éventuellement de formuler

leur propre politique de développement, il est certain que cela se traduira par un intérêt nouveau pour ces domaines interdisciplinaires des études de transition et de développement. L'élargissement aura aussi des répercussions sur la formation et le renforcement des capacités des fonctionnaires qui sont tenus d'acquérir une expertise sur les politiques d'aide, de même que pour les ONG nationales qui peuvent être appelées à endosser un rôle nouveau en relation avec le monde du développement.

Nos deux principaux intervenants pour cette session spéciale, M. Ferenc Miszlivetz and M. Boris Pleskovic, apportent tous les deux une

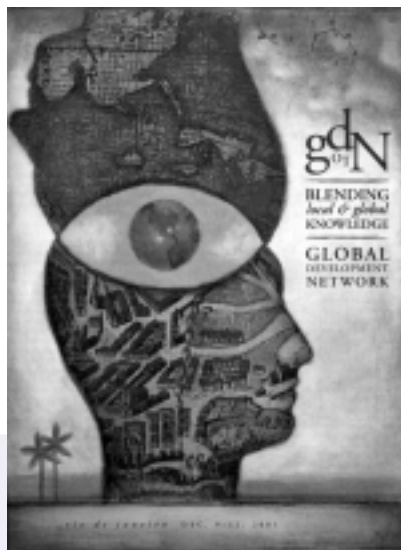
expérience universitaire considérable et une expérience des politiques à cette discussion sur l'évolution du rôle des recherches en Europe du Centre et de l'Est. (*Kenneth King*)

Session spéciale II

Gestion du savoir mondial et partage du savoir

Présidente: Mme June Stephen, OXFAM, Oxford

La gestion et le partage des connaissances sont des concepts clés assez courants. Cette session s'ouvrira par une présentation de Mike Powell qui donnera un aperçu sur les connaissances et le développement, avec définitions, sur les facteurs culturels, sur les connaissances locales, la valeur des connaissances, et le rôle et l'impact de la technologie. Ceci sera suivi par une présentation de Anne Jubert, Responsable de projet pour la Commission Européenne, DG Information et Société, chargée des projets de gestion des connaissances soutenus par la Commission. Anne Jubert parlera de différentes formes de collaborations inter organisationnelles sur la gestion des connaissances et aussi de quelques réseaux tel que le Forum Européen de Gestion des Connaissances ouvert à toute organisation. Grace Kempster, responsable de la gestion des services d'information du British Council, nous parlera des expériences récentes du BC sur les Centres de Connaissances et d'Acquisition de Connaissances (CCAC). Ces



centres constituent une nouvelle initiative du British Council et la première phase de ce projet s'étendra jusqu'en mars 2003. Mme Kempster explorera le développement, la mise en place et l'impact de cette initiative en évoquant des

cas d'études spécifiques de centres de Connaissances et d'Acquisition de Connaissances en cours et nous dira comment le British Council espère étendre ce travail dans les quatre années à venir.

(June Stephen)

Session spéciale III

Débat additionnel sur les défis des pays de l'Europe centrale et orientale

Président: M. Louk de la Rive Box, Université de Maastricht

Le processus d'élargissement dans les pays d'Europe centrale et de l'Est aura de nombreuses répercussions sur:

- le développement institutionnel,
- les identités nationales,
- les aspects fiscaux et monétaires,

- l'administration,
- la libre circulation des personnes, des produits, des services et des capitaux,
- le développement de la démocratie.

Ces aspects seront passés en revue et discutés dans cette session en prenant en considération

des études de cas régionales menées en Pologne, Slovaquie, Slovénie, Roumanie et dans l'ancienne Yougoslavie.

Résumé du séminaire organisé par la Fondation CIDOB et l'AIETI dans le cadre de l'EADI

Réconcilier le développement et la sécurité humaine. Défis du nouveau scénario international

Barcelone, 26 avril 2002.

Les organisateurs du séminaire, le Centre d'Informació e Documentació Internacionals de Barcelone (CIDOB), et l'Association pour la Recherche sur les problèmes ibéroaméricains (AIETI) proposèrent ce thème de conférence en tenant compte d'une des conséquences possibles des attentats du 11 septembre: que la communauté internationale se focalise de façon excessive sur les problèmes de sécurité, reléguant d'autres enjeux, comme le développement, en position secondaire dans l'agenda mondial. Néanmoins, les organisateurs restent aussi persuadés qu'il est difficile d'accéder au développement humain durable sans la sécurité.

Le séminaire avait donc pour but d'analyser le lien entre ces deux objectifs, notamment au regard du rôle de la coopération internationale. Des spécialistes de plusieurs pays furent invités à réfléchir sur le thème général ainsi que de tenter d'expliquer comment le lien développement - sécurité a été pris en compte dans différents contextes. Ces cas d'études incluaient les Balkans, la Colombie, et l'Amérique Centrale, justement choisis pour refléter les rapports existant dans différents types de situations de conflits dans lesquelles les acteurs internationaux ont joué un rôle actif. Comme membres de l'EADI, les deux organisations ont considéré que le sujet

du séminaire serait tout à fait pertinent pour les débats au sein de l'Association sur les défis majeurs du développement à notre époque.

Narcis Serra, Président du CIDOB et ancien Vice-Président de l'Espagne, a ouvert le



Narcis Serra, Thomas Lawo

séminaire par des remarques générales. Il a insisté sur les changements dans le concept de sécurité, qui n'est plus cantonné à l'idée restreinte de la défense du territoire, puisqu'il prend maintenant en compte les réponses à apporter à des risques très divers. Narcis Serra fit remarquer que le développement était aussi passé par une transformation conceptuelle au cours des décennies écoulées. Ces réflexions furent complétées par Luis Tejada, du Ministère des affaires étrangères. Il a rappelé l'expérience de la communauté internationale dans le traitement des conflits. Compte tenu de son expérience de transition récente, l'Espagne

pourrait être à même de contribuer davantage dans ce domaine. C'est assurément l'un des domaines de priorité dans la politique de développement de l'Espagne qui, dans ce cadre, insistera sur les pays à revenu moyen.

Le Général espagnol Luis Alejandro Sintés (possédant de nombreuses années d'expérience dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix) proposa une analyse approfondie de l'évolution du concept qu'il définit comme les intérêts vitaux de l'Etat. Sophie de Camara, du Ministère Belge des affaires étrangères intervint sur l'expérience de la régions des Grands

Lacs en Afrique. Elle nota qu'il ne pouvait y avoir de développement au milieu de conflits extrêmement violents. Ce conflit africain mis en évidence le potentiel et les limites de l'aide internationale. Elle termina en faisant une revue des enseignements tirés de ces événements, ce qui revint à trouver un équilibre entre des objectifs opposés (par exemple: répondre aux besoins immédiats et travailler sur le développement à long terme). Le premier panel fut complété par Francisco Rey, un chercheur espagnol, qui analysa la perspective des ONG dans les conflits et l'aide humanitaire.

Le premier panel régional se consacra aux Balkans au travers de deux présentations. Raul Romeva, de l'Université de Barcelone, lança le sujet en insistant sur la distinction nécessaire entre conflit et guerre. Un conflit étant "normal" et parfois nécessaire (quand il n'est pas violent). Il passa ensuite en revue les différentes phases du conflit des Balkans, concluant que la phase après-guerre est souvent conditionnée par la manière dont la communauté internationale a agi pendant le conflit armé lui-même. L'aide internationale a permis de grandes avancées dans cette région, mais elles pourraient aussi bien être facilement réduites à néant et la situation inversée.

Florian Bieber, représentant du groupe de réflexion à Belgrade, mis l'accent sur l'intérêt renouvelé pour le développement dans les Balkans, grâce aux enseignements qui peuvent en découler pour les transitions économique et politique en cours. Il souligna que la démobilisation n'était pas suffisante pour garantir la sécurité et cita les limites des organisations de la société civile. Il nota enfin que, paradoxalement, l'intervention internationale pouvait avoir exacerbé les tendances nationalistes dans les Balkans.

Le séminaire se poursuivit avec un panel sur la Colombie avec trois intervenants. Vanna Ianni, consultante italienne, définit quelques-unes des considérations théoriques qui entourent le conflit dans ce pays. Elle souligna que l'une des leçons les plus importantes était la création d'expériences positives, au niveau local, montrant comment mettre fin à un conflit violent, bien que la coopération internationale ne doive pas se substituer aux acteurs locaux, mais plutôt faciliter leur rôle. Kristian Herbolzheimer, de l'Université de Barcelone compléta cette approche en donnant un aperçu des tentatives de diverses organisations civiques en Colombie pour "résister" à la guerre

en cours. Bien que les cas qu'il présenta reflétaient un activisme fort et croissant au niveau local, il nota qu'il était permis de douter de leur viabilité à long terme. Quoiqu'il en soit, la coopération internationale a un rôle important à jouer en vertu du principe de "coresponsabilité" (exemple: la consommation de la drogue dans les pays du Nord). Ubencil Duque, travaillant au plus bas niveau sur le terrain, et représentant le Programme Paix et Développement du Magdalena Medio, compléta le panel par une présentation. Il commença par souligner le lien étroit entre développement et paix qui inspira l'initiative du Magdalena Medio, l'une des contrées de Colombie les plus marquées par le conflit. Une partie importante du travail de ce programme est de changer les attitudes et de se consacrer au développement en facilitant son appropriation par la population locale. Sur une note plus positive, il indiqua que le conflit avait beaucoup stimulé la créativité dans de nombreuses communautés à travers le pays.

Le troisième panel du séminaire fut consacré aux conflits et à la coopération internationale en Amérique Centrale, et particulièrement au Salvador et au Guatemala. Manuel Montobbio, diplomate espagnol, fournit un aperçu du processus de paix au Salvador et au Guatemala et se pencha sur le rôle des acteurs internationaux. Selon lui, deux conditions indispensables peuvent assurer le succès: un large soutien politique pour les accords de paix, et la viabilité économique, des facteurs qui ne sont pas présents dans le cas du Guatemala. Rafael Grasa, professeur à l'Université Autonome de Barcelone (UAB), commenta sur les éléments clés d'une consolidation démocratique. L'une des leçons au Salvador est que "l'espace public" a été ouvert avant le début des négociations, tandis qu'au Guatemala, le processus fut dominé par les élites. Ceci fut confirmé par Jesus Rodés, un autre

professeur de l'UAB. Toutefois, ce dernier indiqua que le processus de paix ne devait pas être confondu avec la démocratisation. Dans les deux cas le rôle de la communauté internationale a été important, mais les Nations Unies n'ont pu faire que peu de chose dans le cas du Guatemala à cause des problèmes internes à ce pays. Il termina par une critique du rôle des ONG en Amérique Centrale indiquant leur manque de coordination et leur opposition aux efforts de renforcement de l'Etat.

Finalement, Ricard Pérez Casado, ancien Maire de Mostar, et membre du Parlement espagnol, parla de son expérience dans les Balkans. Il conclut que l'enseignement majeur était que la sécurité demeurait la première priorité. Une fois ceci accompli, les efforts pour la paix et le développement humain sont possibles. Une autre leçon selon lui est que la communauté internationale devrait s'abstenir „d'exporter" ses propres modèles et ses opinions préconçues, dans la mesure où les acteurs locaux sont souvent tout à fait capables de mettre en œuvre les changements nécessaires. Quoiqu'il en soit, à long terme, la paix ne sera possible que s'il existe une base matérielle, ce qui conduit à dire que le développement est un défi majeur.

De nombreux universitaires, des membres de l'EADI, des représentants d'ONG et de gouvernements régionaux participèrent aux discussions dynamiques qui suivirent chacun des panels. Dans l'ensemble, CIDOB et AIETI furent très satisfaits qu'un important problème de développement soit ainsi traité, combinant la diversité des perspectives et réunissant les mondes souvent distincts de la sécurité internationale et des études de développement. Ceci continuera sans aucun doute d'être un domaine important pour l'EADI et tous les spécialistes européens du développement.
Christian Freres, AIETI

La mondialisation et la société civile; émergence et rôle des nouveaux réseaux internationaux

Thomas Lawo

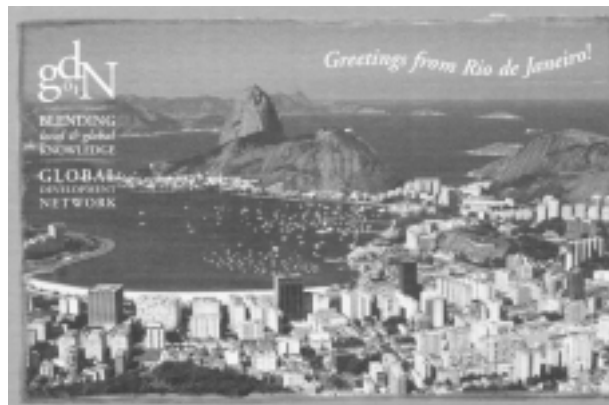
Le sommet du G8 à Gênes en Italie à donner le spectacle d'une nouvelle éruption de violence qui semble être devenue un trait caractéristique qui accompagne tous les événements politiques de niveau international à l'aube de ce nouveau millénaire. La malheureuse réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce à Seattle aux Etats Unis en novembre 1999 a été gâchée par les violentes batailles de rue des militants anti-mondialisation. Ensuite, le Forum Economique Mondial réuni à Melbourne le 11 (!) septembre 2000, suivi par la réunion annuelle de la Banque Mondiale et du FMI à Prague fin septembre 2000, et tout particulièrement le Forum Economique Mondial de Davos en Suisse début 2001 avaient également été perturbés par un nombre croissant de protestataires qui n'hésitent pas à s'en remettre à la violence. Ceci a occasionné une brutale et non moins violente contre-attaque de la part de la police et des forces spéciales anti-émeutes dans les pays concernés. De nombreux sites Internet d'ONG servirent de tableaux d'affichage

et de coordination pour certains gestionnaires des voyages de protestataires potentiels, pour préparer et orchestrer les campagnes de la société civile, les manifestations et autres actions contre les réunions sur le développement mondial.

L'extrait suivant provient d'un communiqué de presse du groupe activiste "Tute Bianche" la veille du sommet du G8 à Gênes en Italie. Tute Bianche et d'autres groupes avaient organisé des manifestations "massives" pour les faire coïncider avec le sommet:

"Les gouvernements ne peuvent pas sous-estimer l'importance d'un Forum Public. Ils ne peuvent ignorer ce que nous avons à dire sur comment les pays industriels du monde du Nord procèdent dans différents domaines :

effacement de la dette des pays les plus pauvres; application du protocole de Kyoto ; les soi-disant programmes de "réduction de la dette" de la Banque Mondiale et du FMI ; les séries de décisions des grandes sociétés dans le domaine de la santé et des politiques environnementales; la protection de la richesse commune et de la défense des droits des citoyens, des travailleurs et des consommateurs. Concernant toutes ces questions, l'opinion de la société civile est en conflit ouvert avec la pensée néo-libérale dominante. Nous ferons entendre notre voix: les manifestations sont vitales pour nous".



Puis vint le 11 septembre et l'indignation occidentale face à cet acte brutal de terreur. Qu'il s'agisse des gouvernements ou des mouvements de la société civile, nous travaillons tous à remettre dans son contexte cet épouvantable événement ainsi que celui de la contre-attaque sur le réseau Al-Qaida et le régime des Talibans en Afghanistan. Il s'avère difficile d'arriver à une lecture nuancée des raisons pour lesquelles une telle attaque terroriste a pu se produire et pourquoi ces cibles en particulier (World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington) ont pu être choisies. Un élément particulièrement perturbant, dans l'appréciation des réactions à cet acte de terreur et au combat proclamé contre "l'axe du mal", est l'acceptation tacite que des innocents "peuvent" souffrir de

"dommages collatéraux", l'expression des militaires pour expliquer la destruction de cibles non-combattantes et la mort de civils au cours de ces attaques destinées en fait à les libérer de l'oppression et de la terreur de leurs dirigeants nuisibles.

L'impact du 11 septembre a conduit beaucoup de gens dans le monde du développement à rejeter quelques-unes des idées reçues sur le mode de vie occidental et à se demander s'il était vraiment possible de rapprocher le monde des riches et le monde des pauvres par le "développement". Au Sud notamment, les gens se sentent de plus en plus exposés à la menace des grandes puissances qui se concentrent davantage sur le terrorisme et la lutte contre "l'axe du mal", et s'éloignent ainsi encore davantage des buts universellement proclamés que sont la réduction de la pauvreté, la justice sociale et la sécurité des personnes.

Les organisateurs de sommets et d'événements politiques programmés en 2002 ont dû revoir de façon drastique les modalités des ces réunions, y compris par

l'abandon de lieux de réunion traditionnels appréciés au profit d'autres lieux qui peuvent plus facilement être bouclés et où l'accès peut être strictement contrôlé. La crainte de nouvelles attaques terroristes et la tolérance zéro envers tout protestataire potentiel règnent en maître. Les mesures de sécurité les plus fermes possible priment sur les sujets à débattre à l'ordre du jour. Le superbe site de vacances de Davos dans les montagnes suisses, le lieu habituel du "Sommet Mondial du Commerce" a été évité en faveur de New York afin d'envoyer un signal fort de solidarité à la communauté mondiale. Et d'autres lieux où devaient se tenir des conférences ont été transformés en forteresses protégées par des milliers de policiers lourdement armés veillant à éloigner tout manifestant potentiel de ces

sommets de haut niveau auxquels participent les élites du monde politique et économique.

Mais parmi toutes ces peurs, la 4^e Réunion Ministérielle de l'OMC à Doha au Qatar en novembre 2001, et la Conférence Internationale pour le Financement du Développement à Monterrey en mars 2002 au Mexique, sont devenus de nouveaux symboles d'espoir dans la mesure où les résultats de ces réunions se sont traduits par des accords prometteurs assez complets en faveur des pauvres, ce à quoi ni les observateurs critiques ni les analystes professionnels ne s'attendaient. Assurément pas le plus critique, mais probablement le plus éminent rapporteur, le Secrétaire Général des Nations Unies Kofi Annan conclut en ces termes:

"Aujourd'hui nous reconnaissons, plus que par le passé, la nécessité d'une bonne gouvernance, de politiques macro-économiques saines, de l'allègement de la dette et de l'accès aux marchés et aux investissements étrangers. Nous comprenons qu'il est impératif de combattre la corruption et de faire supporter équitablement dans le temps le poids des crises financières. Et nous sommes conscients que les pays en développement doivent avoir une voix plus grande dans les décisions économiques qui sont prises, et que les systèmes monétaires, financiers et commerciaux mondiaux doivent mieux fonctionner en tandem ..."

"Nous avons une vision commune, définie dans la Déclaration du Millénaire et maintenant dans le Consensus de Monterrey. J'espère que le niveau de collaboration sans précédent entre les Nations Unies, les institutions de Bretton Wood et l'Organisation Mondiale du Commerce continuera de telle sorte que nos institutions puissent répondre effectivement aux nouvelles responsabilités qui nous ont été confiées".

Mais la nature de la collaboration entre les acteurs de la société civile est aussi en train de changer. Une "société civile mondiale" à plusieurs têtes, une expression issue du "multilatéralisme des peuples" de plus en plus présent, est en train d'émerger et de fonctionner au-delà des juridictions nationales dans des environnements de travail sans frontière et de plus en plus elle tend à influencer l'ordre du jour international.

Développement et gestion de réforme -

Nouveaux défis pour le partenariat privé-public

Le monde dans lequel les gestionnaires des activités de développement et de réforme fonctionnent est en train de changer rapidement et les défis à relever par les populations locales, les membres de gouvernements, les chercheurs, les consultants, les experts et les organisations de la société civile évoluent également. L'ensemble des connaissances et de l'expérience sur la façon de traiter différentes questions de réforme et de développement est en croissance permanente. De nouvelles solutions sont constamment testées et évaluées. Qu'il s'agisse de développements théoriques ou d'expérience pratiques, dans les deux cas ils permettent de mieux comprendre les réformes et le développement et d'apprécier les moyens dont disposent les gouvernements pour les mener à bien.

Les activités de gestion de développement et de réforme peuvent être définies comme "l'effort pour coordonner et intégrer l'intérêt public comme l'intérêt privé ainsi que les actions pour traiter les questions majeures auxquelles les habitants des villes / régions / pays sont confrontés et pour rendre les villes / régions / pays plus compétitifs et qu'ils jouissent de plus d'équité à long terme"; (adapté d'une définition de van Dijk, 2000).

La gestion des activités de développement et de réforme est hautement complexe, multi-sectorielle et implique de nombreux acteurs sur le terrain. Elle doit se préoccuper de la base économique de la ville / de la région / du pays, de l'environnement, de la participation et de l'égalité. Il faut reconnaître que ces interventions dans le domaine du développement et des réformes sont principalement des processus cycliques et doivent être conduites de façon systémique et systématique. Les traits de conception, les mécanismes d'application et de mise en œuvre et la gestion de ces processus nécessitent des procédures et des règles claires, transparentes et fiables.

Les défis majeurs pour la gestion des activités de développement et de réforme peuvent être divisés en sept catégories principales:

1. Le rôle du gouvernement et des différents niveaux administratifs est en train de changer. De fournisseur principal, un gouvernement est maintenant devenu un facilitateur, un "favorisateur" d'action ou un partenaire dans différents types de partenariats.
2. De nouveaux cadres légaux existent maintenant au travers de politiques de décentralisation ou bien des autorités spéciales sont créées pour s'occuper des questions de développement et de réforme et des problèmes qui leur sont liés.
3. Les nouvelles technologies sont maintenant disponibles et modifient complètement la gestion des activités de développement et de réforme, la manière dont les gens communiquent avec les autorités, et la façon dont les officiels et les citoyens ordinaires peuvent être formés et organisés.
4. De nouvelles institutions qui n'étaient pas actrices par le passé jouent maintenant un rôle déterminant dans la gestion des activités de développement et de réforme. Les exemples en sont les organisations de proximité non gouvernementales et d'autres organisations émergentes de la société civile, leurs affiliés et des réseaux plus larges des deux types.
5. De nouvelles priorités apparaissent dans la gestion des activités de développement et de réforme. Les exemples en sont les questions comme les politiques économiques au niveau de la ville / de la région / du pays, le développement économique local, les questions de gouvernance locale ou les initiatives de réduction de la pauvreté au niveau de l'administration locale.
6. Les gestionnaires des activités de développement et de réforme sont devenus plus conscients de l'importance de la diversité culturelle, des questions sociales et des préoccupations de sécurité personnelle et de l'importance de s'en préoccuper et de les traiter.
7. Des facteurs importants résident également dans la participation des citoyens et le renforcement des capacités locales pour les activités de développement et de réforme. L'une des clés du changement est la planification à partir de la base et la participation de la société civile, depuis la définition du concept et les différentes étapes de la planification en passant par tous les jalons du cycle de vie du programme.

(Meine Pieter van Dijk, Thomas Lawo)

L'interdépendance à plusieurs niveaux des questions de développement mondial et de développement local ainsi qu'une plus grande compréhension par les responsables d'ONG et des organisations de la société civile sur l'incapacité évidente des gouvernements nationaux à s'adapter assez rapidement à des défis qui changent, donnent à ces individus davantage de force, de même qu'aux initiatives qu'ils poursuivent.

Il existe des alliances qui se créent rapidement et qui changent rapidement entre des ONG locales et des réseaux plus étendus de militants qui partagent le même avis, et qui se mettent d'accord pour des campagnes communes de pression, d'action et de plaidoyer. Il existe un sentiment croissant d'interdépendance et de préoccupation, depuis le niveau local, vers le régional, puis le national et jusqu'au niveau mondial. Le suivi du message final adopté au 'Sommet de la Terre' de l'UNCED à Rio de Janeiro en 1992, l'Agenda 21, est devenu le point de ralliement pour beaucoup de citoyens préoccupés par l'avenir de la Terre. Et ces mouvements sont en train de devenir de plus en plus influents à mesure qu'ils acquièrent de nouvelles forces grâce à l'utilisation novatrice et intelligente des moyens de communication moderne rendue possible par Internet.

Les militants anti-mondialisation et les principaux réseaux sur le développement de la société civile ont choisi Porto Alegre au Brésil pour la deuxième fois comme le lieu de leur "Anti-Davos", le Forum Social Mondial. La première semaine de février 2002 a vu des gens venus de toute la planète participant à 100 séminaires et conférences, à plus de 800 ateliers, des manifestations pacifiques et

d'innombrables rassemblements informels, tous sur le thème de: "un autre monde est possible". Par contraste avec le premier Forum Social Mondial en 2001, qui avait mobilisé moins de 10 000 participants, le FSM 2002 a accueilli plus de 51 000 participants, y compris 16 000 délégués payants venus de 131 pays et 3 000 journalistes qui ont couvert cet événement haut en couleur.

Mais ce n'est pas l'aspect quantitatif de cette réunion qui est important. Le Ministre français de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, dans son allocution au contre-sommet, le Forum Economique Mondial, cette année à New York a déclaré:

"Je ne dirais pas que les gens de Porto Alegre ont toutes les bonnes réponses, mais je dirais qu'ils posent les bonnes questions!"

Lancé sur l'initiative d'une puissante coalition d'organisation de la société civile brésilienne sous la direction de IBASE¹, qui a avec succès forgé une alliance en marge de l'UNCED il y a dix ans, l'idée du FSM a déclenché un très fort soutien international de la part d'organisations telles que le mensuel français "Le Monde Diplomatique" et ATTAC², un réseau de taille européenne faisant la promotion de la "taxe Tobin" sur les transactions financières pour générer des fonds complémentaires pour financer le développement.

Les quatre thèmes principaux du Forum Social Mondial étaient les suivants:

- Production de richesses et reproduction sociale
- Accès aux richesses et durabilité
- Société civile et le domaine public
- Pouvoir politique et l'éthique d'une nouvelle

société

Dans un commentaire de l'un des réseaux internationaux, SID Rome, Miquel de Paladella rapporte:

"Les nombreux participants ont exprimé un consensus sur l'analyse de la situation mondiale (pauvreté intolérable, inégalité croissante, un marché mondial non-régulé bénéficiant aux riches et aux puissants). Ils sont également d'accord sur le besoin de justice sociale mondiale (une nouvelle forme de mondialisation) basée sur la solidarité, la participation et l'équité".

Pour ce qui est de comment y parvenir, cependant, il y eut la diversité des demandes et des propositions auxquelles on peut s'attendre dans un rassemblement de personnes aussi diverses et hétérogènes. Ceci, de fait, restera le véritable défi lancé aux organisations de la société civile: se mettre d'accord et proposer un programme constructif. Le chemin vers le FSM III, à nouveau à Porto Alegre en 2003, et puis en Inde en 2004 ne sera pas facile, mais nombreux sont ceux qui sont prêts à l'emprunter, alors qu'il est de plus en plus reconnu qu'il s'agit là d'une évolution importante de la solidarité dans ce monde.

¹IBASE: Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas

²ATTAC: Association for the Taxation of Financial Transactions to Aid Citizens / Mouvement international pour le contrôle démocratique des marchés financiers et de leurs institutions



1. GDN 2001, Rio de Janeiro

Du 9 au 12 décembre 2001, plus de 600 chercheurs, universitaires, décideurs, experts et professionnels du développement se sont réunis à Rio pour participer à cette troisième conférence du Global Development

Network (Réseau pour le Développement Mondial). Les trois jours de la conférence intitulée "Allier connaissances locales et mondiales" furent suivis de réunions et d'ateliers spécifiques portant sur des sujets aussi différents que la santé, la gouvernance, le pilotage et la gestion du GDN même, et aussi sur

le principal service de soutien et de communication de ce réseau, le GDNet.

Le GDN (Réseau pour le Développement Mondial) est un réseau émergent constitué d'instituts à travers le monde qui génèrent et partagent des connaissances sur le développement. Son but est

Quoi de neuf au GDN ?



de combler le fossé qui existe entre le développement d'idées et leur mise en pratique. Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de renforcer les institutions de recherches et de définition de politiques pour qu'elles puissent mener des recherches pertinentes et de haute qualité et qu'elles puissent transformer les résultats de la recherche en débats sur les politiques, à la fois aux niveaux national et mondial. Depuis la création du GDN il a été reconnu qu'Internet constituait un outil précieux pour le partage des connaissances à l'intérieur du réseau, et pour l'expansion de son impact et de sa portée. Internet permet au GDN de fournir de l'information sur ses propres programmes à un public planétaire à un coût très bas. Plus important encore, il fournit les outils au GDN pour faciliter le partage des connaissances entre instituts, entre chercheurs, et entre chercheurs et la communauté des décideurs.

2. GDN - Le service clé du GDN et la plate-forme des connaissances

GDN a été développé à travers d'un processus intensif de consultations qui commença en décembre 1999. Le défi était de concevoir une stratégie qui réponde aux besoins et aux ambitions des instituts de recherche, tiennent compte des limites réelles auxquelles elles sont confrontées en terme de connectivité, de capacité et de ressources, et apporte une valeur ajoutée aux initiatives Internet existantes plutôt que de les dupliquer.

GDN, phase pilote (2000 / 2001)

Afin de mettre en place la phase pilote, et avec le soutien financier du Ministère anglais pour le Développement International (DFID), le GDN s'est joint à l'Institut des Etudes de Développement, (Institute of Development Studies, IDS) de l'université du Sussex. L'IDS était en mesure d'apporter une solide expérience dans la gestion et l'hébergement de services d'information en ligne sur le développement, ainsi que de mettre à disposition les outils et les contenus existants et reconnus de son propre portail d'information en ligne, ELDIS.

- Les Options pour la fourniture d'accès à coût réduit aux revues et bases de données ont été explorées dans un atelier organisé par le "Réseau international pour la disponibilité des publications scientifiques" (The International Network for the Availability of Scientific Publications, INASP). L'INASP a fait des pas de géants dans ses négociations avec les maisons d'éditions pour obtenir des licences d'utilisation en ligne à prix très réduits pour que les utilisateurs des pays en développement et des pays en transition aient accès aux revues et bases de données, soit gratuitement, soit à un coût très bas. INASP a aussi aidé les maisons d'édition universitaires africaines en rendant leurs revues accessibles en ligne.
- Les approches d'intégration de bases de données furent testées par une équipe de l'EADI

(Association Européenne des Instituts de Recherche et de formation en Matière de Développement) qui a l'expérience de l'utilisation de techniques de recherches croisées de bases de données. Cette technique est en effet utilisée dans le projet de bibliothèque virtuelle de l'EADI, EL@ND. Le test a consisté à rassembler de l'information détenue dans différentes bases de données. Des données échantillons provenant respectivement d'un institut de recherche au Pakistan et au Zimbabwe furent combinées avec succès avec de l'information comparable provenant de plusieurs sources européennes pour démontrer le concept et établir la faisabilité de cette approche de partage de données.

Phase opérationnelle de GDN, 2002 - 2004

Une proposition détaillée a été développée et fut retenue par le Groupe de Pilotage de Rio, éayant ainsi les plans pour la phase des trois années à venir pour le GDN. Les principales composantes sont les suivantes:

- Développer et enrichir la base de l'ensemble des connaissances et le site qui constitue le cœur de GDN, et qui fournit la base des ressources et la plate-forme technique pour la fourniture d'une série de services et d'outils d'information novateurs.
- Renforcer la dimension régionale du GDN, en y incluant la création de "fenêtres régionales" se concentrant sur la communauté de la recherche dans chacune des régions du GDN.
- Etablir un service d'information pour alerter les chercheurs sur des possibilités de financements de nouvelles recherches
- Faciliter l'accès à coût réduit à des revues universitaires et aux bases de données, et soutenir la publication de revues en ligne dans les régions du GDN
- Entreprendre une série d'initiatives visant au renforcement des capacités, notamment celles destinées aux responsables de l'information dans les instituts de recherche.

3. Quatrième Conférence Annuelle du GDN

Le gouvernement égyptien accueillera officiellement la conférence intitulée "Mondialisation et Equité" qui se tiendra du 19 au 21 janvier 2003 au Caire. En plus d'accueillir les participants par une allocution, son Excellence Atef Ebeid, Premier Ministre d'Egypte a accepté de présider un panel de décideurs dans une discussion qui a pour titre: "Faire face aux problèmes de la mondialisation". Cinq cents participants sont attendus, y compris des représentants de haut niveau de la Banque Mondiale et des décideurs de la région et d'ailleurs.

(http://www.gdnet.org/subpages/events_gdn4thAnnual.htm)

Le Comité Directeur du GDN a choisi "Mondialisation et Equité" comme sujet de la Quatrième Conférence Annuelle du GDN. Puisque

les finalistes du troisième tour des Prix du Développement Mondial présenteront leur recherche à la conférence, les cinq sujets proposés pour les prix sont cohérents avec le thème. Pour chaque sujet, le GDN sollicite des propositions de la part de toutes les branches des sciences sociales. Les propositions multidisciplinaires et pluridisciplinaires sont particulièrement encouragées. Les cinq sujets sont les suivants:

- (i) Croissance, inégalité et pauvreté
- (ii) Commerce et investissement étranger direct
- (iii) Enseignement, connaissance et technologie
- (iv) Marchés financiers
- (v) Santé, environnement et développement

4. Nouvelle du projet "Rapprochement de la recherche et des politiques"

Cela a pris deux ans, mais le "Projet de rapprochement de la recherche et des politiques" est finalement lancé. Le long processus de préparation participatif du projet qui a inclus des discussions à la conférence du GDN à Bonn en 1999, et à Tokyo en 2000, un atelier à Warwick (Royaume Uni) en juillet 2001, une conférence virtuelle et un processus d'ébauche électronique coopératif, se solda par une proposition de projet provisoire en novembre 2001. Au cours des derniers mois, le "Projet de rapprochement de la recherche et des politiques" a progressé à grands pas et a connu d'importants nouveaux développements.

Le Comité de Pilotage du projet

En réponse à un appel à candidats, plus de trente noms d'éminents décideurs, de chercheurs, et de représentants de la communauté des donateurs du monde entier furent proposés. De ce groupe, dix candidats furent sélectionnés, un effort particulier étant fait pour assurer une représentation régionale et un équilibre hommes / femmes. Ce sont: Montek S. Ahluwalia, Président (Inde), Diane Stone (Royaume Uni), Desmond McNeill (Norvège), Ali Belhaj (Maroc), Diana Tussie (Argentine), Soumana Sako (Mali), Hadi Soeastro (Indonésie), Barbara lasczyk (Pologne), Paul Spray (Royaume Uni) et Kaoru Hayashi (Japon). Les membres du Comité de pilotage apportent une expertise variée et une solide connaissance du travail du projet. Ils représentent une contribution vitale pour l'avancée du projet. Pour plus de détails veuillez consulter les dernières informations sur:

<http://www.gdnet.org/subpages/RAPNet/Index.htm>, le site "Recherche et politique" (RAPNet).

(Source: Divers rapports GDN 2001 / 2002)

4^e Conférence UNU/INTECH-CERES-EADI, 15 mai 2002, à UNU/INTECH, Maastricht

Innovation, acquisition de connaissances et dynamisme technologique des pays en développement

Les pays en développement ne constituent plus un groupe homogène, notamment du point de vue de leur niveau de développement technologique. Certains sont créateurs de nouvelles technologies tandis que d'autres continuent à assembler des technologies créées ailleurs. Le but de cette conférence était d'analyser les différentes expériences des pays en développement dans le cadre de la création et de l'assimilation de technologies et d'identifier le rôle des institutions et des politiques menées pour faciliter ce processus. Des contributions ont été sollicitées notamment auprès de jeunes chercheurs, tandis que des chercheurs plus expérimentés étaient invités à intervenir comme discutants ou pour commenter les contributions de leurs jeunes collègues. Cinq contributions reflétant les critères ci-dessus furent retenues sur près de vingt cinq propositions. Le processus s'est déroulé en deux temps. Les résumés furent d'abord demandés, et pour ceux sélectionnés, les auteurs étaient invités à soumettre leur contribution complète pour le 21 avril. La conférence était coparrainée par le CERES et UNU/INTECH, tandis que l'EADI apportait un soutien considérable en nature. La conférence a été coordonnée par le Dr Sunil Mani.

La conférence possédait un site Internet où toutes les contributions étaient déchargeables à partir du 21 avril 2002 (<http://www.intech.unu.edu/events/index.htm>).

Cinq contributions reflétant le thème de la conférence furent présentées au cours de deux sessions. Parmi les cinq contributions, deux venaient d'universitaires chevronnés et trois de plus jeunes. Le Professeur Louk de la Rive Box de l'Université de Maastricht et actuel Vice-Président de l'EADI présida la session du matin au cours de laquelle trois contributions furent discutées. La première était une étude de concepts et de leçons politiques, dans le contexte de groupements de PME industrielles, présentée par Marjolein CJ Caniels et Henny A Romijn, et discutée et commentée par le Professeur Keith Smith. Ceci fut suivi d'une contribution de Florian Arun Taube qui tenta d'expliquer, par la culture, le dynamisme technologique des exportations de logiciels de Bangalore en Inde. La présentation fut commentée par le Dr Peter Knorringa. La troisième contribution de la session portait sur les freins à l'innovation dans les industries de petite échelle et présentait le cas spécifique de l'industrie de la brique

en Inde. Elle fut présentée par le Dr Joy Clancy et commentée par le Dr Banji Oyeyinka.

Le Professeur Bert Helmsing de l'Institut des Etudes Sociales de La Haye présida la session de l'après-midi qui comprenait deux contributions. La première tenta de retracer la performance novatrice d'un important constructeur d'avions du Brésil suite à la privatisation de l'entreprise en 1994. La contribution fut présentée par mademoiselle Rosane Argou Marques et commentée par le Dr Sunil Mani. La dernière partie de la conférence porta sur les effets du renforcement du régime du droit de propriété intellectuelle dans le secteur pharmaceutique mexicain. La contribution fut présentée par Mademoiselle Pluvia Zuniga Lara et commentée par le Professeur Bart Verspagen.

Le séminaire attira 31 participants des Pays Bas, d'Allemagne, de France, du Royaume Uni et des Etats Unis. Les actes de la conférence (sous réserve de relecture externe) seront édités par le Dr Henny Romijn et le Dr Sunil Mani, et publiés sous la forme d'un livre.

Atelier de l'EADI "Travail (en groupements) de petites entreprises : qualité de l'emploi et conditions de travail dans le contexte de la mondialisation"

Groupe de travail de l'EADI sur les "Stratégies d'Industrialisation dans les Pays en Développement"

17 - 18 janvier 2003, Université Libre d'Amsterdam, Pays Bas

L'EADI a organisé un certain nombre d'ateliers portant sur le développement des petites entreprises. Plusieurs sujets ont été traités tels que la spécialisation flexible, les groupements, les exportations des petites entreprises, l'adoption et la diffusion de l'innovation, etc. La plupart de ces ateliers ont traité le thème des salariés dans les petites entreprises, mais l'emploi n'a pas encore fait l'objet de discussions systématiques. Depuis quelque temps, il y a un intérêt croissant pour les conditions de travail dans les petites entreprises. De plus en plus de gens à travers le monde travaillent à leur domicile. Ils contribuent toutefois aux chaînes

de la valeur mondiales. Le récent Rapport VI de la 90^e session de la Conférence Internationale sur le Travail indique que:

"De plus en plus d'entreprises, au lieu d'utiliser une main-d'œuvre régulière basée dans une usine déclarée en bonne et due forme, décentralisent la production et réorganisent le travail en créant des unités de production plus flexibles et plus spécialisées, certaines d'entre elles restant non déclarées et informelles." (p2)

Il est prouvé que de tels procédés existent aussi dans les petites entreprises. Par exemple, la crise asiatique a stimulé de nombreux petits

entrepreneurs à compter de plus en plus sur leur propre système et à réduire leur main d'œuvre régulière. L'Université Vrije d'Amsterdam et l'Université d'Utrecht, en coopération avec les coordinateurs du Groupe de Travail, Meine Pieter van Dijk et Arni Sverrisson, voudraient vous convier à participer au prochain atelier de l'EADI qui aura lieu les 17 et 18 janvier à Amsterdam. L'objectif de cet atelier est double. Tout d'abord nous souhaiterions inviter ceux d'entre nous qui étudient le développement des petites entreprises depuis de nombreuses années à réfléchir sur ce qu'en ont été les conséquences

pour ceux qui travaillent dans ces petites entreprises. Par exemple, il y a eu de nombreux cas traitant de l'innovation et du renforcement des performances concurrentielles des (groupements de) petites entreprises sur les marchés mondiaux. Toutefois, la plupart de ces études ne précisent pas si ceci conduit à l'amélioration de la qualité de l'emploi et des conditions de travail dans les petites entreprises. De même, la plus grande partie de notre recherche s'est concentrée sur les groupements de petites entreprises qui offrent la possibilité de différentes formes d'utilisation partagée de la main d'œuvre. D'un autre côté, nous sollicitons des contributions qui se concentreraient soit conceptuellement soit empiriquement sur des sujets tels que le travail décent, la qualité de l'emploi, les travailleurs à domicile, etc. qui contribueraient à faire avancer des questions cruciales. De telles contributions peuvent aussi être utiles pour mieux comprendre comment nous pourrions prêter une attention plus systématique à l'emploi en étudiant le développement des petites entreprises. Il est de notre intention de publier les résultats de cet atelier.

L'atelier est prévu pour les 17 et 18 janvier 2003 à Amsterdam. Il sera organisé sous les auspices de l'EADI. L'Université Libre d'Amsterdam et l'Université d'Utrecht sont les co-organisateurs. De même que pour les ateliers précédents, nous ne sommes malheureusement pas en mesure de couvrir vos frais de déplacement, d'hébergement et autres dépenses pendant votre présence à Amsterdam. Nous offrirons toutefois un dîner. Les ateliers de l'EADI sont organisés sur la base d'un budget réduit. Nous vous invitons à participer à notre atelier. Si vous souhaitez faire une présentation, veuillez nous le faire savoir dès que possible. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous faire parvenir un bref résumé avant le 15 septembre. Par ailleurs, nous allons commencer à planifier et à dresser les grandes lignes de notre atelier. Nous comptons sur vos commentaires et suggestions.

Henry Sandee

Département de l'Economie du Développement
Université Libre d'Amsterdam

Evert-Jan Visser

Professeur de Géographie Economique
Université d'Utrecht

APPEL A PROPOSITIONS

DFID Department for
International
Development

Programme de la Communauté Européenne

pour l'efficacité de la réduction de la pauvreté (EC-PREP)

But du programme

EC-PREP est un programme de recherche destiné à améliorer la collaboration entre la Commission Européenne et le Ministère anglais du Développement International (DFID). Son objectif est d'améliorer l'impact de l'assistance au développement de la Communauté Européenne sur la pauvreté et de contribuer à atteindre l'Objectif de Développement International qui est de réduire de moitié le nombre des personnes vivant dans l'extrême pauvreté d'ici à 2015.

Thèmes de recherche, ampleur et durée des projets de recherche

Deux fois par an, EC-PREP lance des appels à propositions sur une série de thèmes sélectionnés. Les propositions de recherche doivent être liées à tout aspect de la politique de développement de la Communauté Européenne. En novembre 2000, la Commission et le Conseil ont adopté une Déclaration commune sur la Politique de Développement de la Communauté Européenne. Cette politique couvre tous les pays en développement et définit son principal objectif de réduction de la pauvreté, avec une perspective de son éventuelle éradication. A l'intérieur de ce large objectif de réduction de la pauvreté, la Communauté Européenne a identifié six domaines clés ainsi qu'un certain nombre de sujets transversaux:

- * Commerce et développement
- * Intégration régionale et coopération
- * Soutien macro-économique et accès équitable aux services sociaux
- * Transport
- * Sécurité alimentaire et développement rural durable
- * Renforcement des capacités locales au niveau institutionnel

Les sujets transversaux sont les droits de l'homme, l'environnement, le genre, la bonne gouvernance, la prévention des conflits et la gestion de crise.

DFID a affecté 3.200.000 • à l'EC-PREP pour des projets de recherche. Le montant moyen d'une subvention par projet sera de l'ordre de 50.000 à 160.000 •. Les projets plus importants seront considérés dans la mesure où ils apparaissent comme contribuant de façon très significative aux objectifs de l'EC-PREP. Des subventions peuvent être utilisées pour compléter un programme de recherche plus vaste à condition que la recherche s'inscrive parfaitement dans les critères d'éligibilité et que les résultats puissent être clairement présentés. Les subventions sont accordées pour un maximum de deux ans.

Critères d'éligibilité

Le financement par l'EC-PREP est ouvert à toute organisation des secteurs publics et privés à l'intérieur de l'Union Européenne (UE) conduisant des recherches liées à la coopération dans le développement. Ceci inclut les ONG, les institutions universitaires, les groupes de réflexion, les cabinets-conseils, les réseaux et les associations d'organisations. Les associations entre différents types d'organisations (par exemple une institution universitaire et une ONG) sont les bienvenues. Les institutions non basées dans l'Union Européenne peuvent faire une proposition conjointe avec un partenaire de l'UE. Une seule proposition peut être soumise par organisation et par appel à propositions.

Calendrier

Les appels à propositions ont lieu deux fois par an. Un premier tour a été réalisé avec succès. Les dates limites pour la soumission des propositions pour les deux prochains tours sont les suivantes:

- * Tour N°2: 17 heures, (heure locale Royaume Uni) le mercredi 4 septembre 2002
- * Tour N°3: 17 heures, (heure locale Royaume Uni) le mercredi 18 janvier 2003

Le formulaire officiel de demande est disponible sur notre site Internet et doit être utilisé par tous les demandeurs. Des notes de conseils accompagnent le formulaire, et il est recommandé aux soumissionnaires de bien vouloir les lire attentivement avant de remplir le formulaire.

Pour plus d'information, veuillez consulter <http://www.ec-prep.org> ou contacter les responsables de programmes Deloitte & Touche à:
Ec-prep@deloitte.co.uk
tél:+44 20 7303 2207